



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Groupe des élus de la Région  
**Rhône-Alpes**

Lyon, le 29 mars 2013

## UNE AUTRE DECENTRALISATION EST POSSIBLE

---

*Le projet gouvernemental enferme les territoires pour en faire des territoires compétitifs à tous prix, mettre en concurrence les différents échelons, et passer complètement à coté de l'objectif qui devrait guider cette réforme : la solidarité entre les territoires et l'égalité pour les citoyennes et citoyens.*

*Plus grave encore, le projet qui nous est soumis aujourd'hui est une remise en cause inédite de plusieurs fondements de notre République.*

### > **Nous voulons une réforme qui inverse la mécanique folle du libéralisme**

L'enjeu de la réforme est **d'inverser la tendance libérale de ces trente dernières années qui a affaibli la puissance publique au profit du pouvoir économique** dominé par les marchés financiers.

Il faut une réforme qui permette aux citoyens d'être enfin au centre des enjeux et des décisions.

**Cette réforme là rassemblerait sans peine toute la gauche, et mobiliserait les électeurs qui ont voulu le changement au printemps dernier.**

Lieu du pouvoir de proximité les collectivités locales et singulièrement les communes jouent un rôle majeur pour l'élaboration démocratique des besoins, la mise en place des moyens collectifs de leur satisfaction, les services publics, la conception d'un aménagement harmonieux du territoire. Pour cela elles doivent être libérées des logiques qui poussent à la réduction des dépenses publiques, la privatisation des activités, la concurrence entre les individus et entre les territoires.

### > **Nous demandons une réforme démocratique avec une refonte de nos institutions afin d'accorder davantage de place aux citoyens**

#### **Une réforme fiscale, élément central de l'autonomie locale**

Nous ne devons pas accepter la remise en cause de la libre administration des collectivités territoriales.

Si les enjeux se posent de manières différentes sur chacune des compétences des collectivités, une même question reste posée : celle des moyens. Si les moyens suffisants ne sont pas transférés c'est l'accès au service public qui sera remis en cause.

**Le numérique est révélateur du problème fondamental de ce texte** : jamais on ne parle des moyens. Or, concernant l'aménagement numérique, véritable enjeu de cohésion territoriale et de développement économique, aucune collectivité n'a en l'état les moyens d'assumer ses ambitions.

A l'opposé des mesures d'austérité, il faut donner aux collectivités les moyens de remplir leurs missions et les services publics auxquels ont droits les populations.

**Il faut revaloriser les dotations d'Etat pour assurer une véritable péréquation** indispensable au recul des inégalités sociales et territoriales et pour une coopération et non pas une compétition entre les territoires. **Les collectivités doivent pouvoir accéder au crédit hors de la logique spéculative des marchés financiers. Une réforme fiscale juste et ambitieuse doit voir le jour au plus vite, avec la révision des bases de la taxe d'habitation fondée sur les revenus, avec le rétablissement d'un impôt économique lié au territoire et une taxation des actifs financiers des entreprises répartie équitablement. Celle-ci, qui pourrait être d'un pourcentage de 0,5 %, rapporterait 30 milliards d'euros.**

**Il faudrait aussi généraliser le versement transport à toutes les régions.**

**>Nous voulons une réforme qui lance une dynamique hors de la logique d'austérité (moyens, fiscalité)**

Le financement des collectivités locales est dépendant de la politique nationale d'austérité.

L'acte 3 prévoit l'encadrement et le contrôle de la dépense publique, mettant en œuvre la baisse des investissements publics des collectivités.

En tant que Région, nous devons veiller à l'équilibre territorial, nous devons pouvoir permettre à toutes les rhônalpines et rhonalpins de bénéficier d'égale manière des politiques régionales. Or, **avec la Métropole, nous allons concentrer les moyens là où il y en a déjà le plus et creuser le fossé dans les endroits déjà impactés aujourd'hui par le manque d'infrastructures**, et touchés de plein fouet par la crise économique.

Si l'on cumule l'incertitude des moyens qui seront alloués aux transports avec l'omniprésence des Métropoles, alors on comprend à quel point ce projet de loi risque d'être à **l'origine d'une véritable fracture territoriale**, qui nous le répétons, ne sera pas sans conséquences.

Nous réclamons le droit d'être en capacité de poursuivre le travail que nous avons engagé sur ces questions depuis des années et la possibilité d'être encore plus efficace à un moment où l'économie est fragilisée.

## **> Nous avons des propositions pour une réforme qui valorise la cohésion, la solidarité et l'unité du territoire**

C'est une **grande ambition transformatrice** qui doit guider la loi à venir.

Il doit lui être associé plusieurs dispositions :

- **La revalorisation du délibératif pour faire reculer la présidentialisation de nos institutions**, y compris locales. L'acte III tend à aggraver cela en créant des instruments de gouvernance éloignés des citoyens, en contradiction avec la Constitution et la charte européenne de l'autonomie locale.
- **La généralisation du mode de scrutin proportionnel** pour garantir aussi bien la parité, la représentation de la diversité des courants, le non cumul et favoriser le débat politique sur les projets plutôt que sur les individus.
- **L'instauration d'un statut de l'élu** pour permettre à toute citoyenne et citoyen de pouvoir envisager d'être candidat à un mandat représentatif

Nous proposons que soit inventée **une forme de consultation obligatoire des citoyens au niveau communal sur de grands projets régionaux et métropolitains**.

Cela passe par la **construction citoyenne d'une nouvelle République, par l'instauration de la proportionnelle, la citoyenneté de résidence avec le droit de vote local aux étrangers et l'institutionnalisation de la démocratie participative à tous les niveaux**.

Avec le projet de ce gouvernement, une chance est en train d'être gâchée, celle de donner un souffle nouveau à la démocratie locale, une démocratie sociale et participative, pour une politique de coopération entre les territoires en faveur d'un développement humain durable.

Il n'est pas trop tard pour rectifier le tir, pour entendre et prendre en compte nos propositions.